

« Peu importe qui est ou sera le président des États-Unis »



[Source : euro-synergies.hautetfort.com]

Entretien avec Nils Wegner

Source :

<https://podcast.jungeuropa.de/voellig-irrelevant-wer-gerade-us-praesident-ist-oder-wird-nils-wegner-im-interview/>

Une tentative d'assassinat de Donald Trump, l'abandon de Joe Biden, la nomination de J. D. Vance comme candidat républicain à la vice-présidence – il se passe beaucoup de choses en ce moment aux États-Unis d'Amérique.

Parfois, ce « mouvement » amène les Allemands à s'intéresser de nouveau à la politique américaine, non sans lier leurs espoirs à l'un ou l'autre rebondissement inattendu. L'auteur des éditions Jungeuropa, Nils Wegner, (auteur de Neoreaktion und Dunkle Aufklärung) n'est certainement pas un amateur de slogans porteurs d'espoir, mais il est d'autant plus fin connaisseur de la politique américaine en général et de la droite américaine en particulier. Nous l'avons interrogé sur les derniers événements survenus en Amérique du Nord.

On ne peut pas dire que la politique américaine ne soit pas divertissante. Au président Donald Trump a succédé le président Joe Biden, dont l'aliénation mentale entraîne désormais son retrait prématuré. Cher Nils Wegner, qui va succéder à Biden en tant que candidat démocrate à la présidence et à quel point cette soi-disant alternative pourrait-elle s'avérer amusante ?

« Amusant » est en effet un peu le leitmotiv en l'occurrence : en l'espace d'un peu plus de deux semaines, nous avons assisté à la chute complète de Biden suite au « débat » contre Trump, pourtant entièrement organisé en sa faveur, puis aux tentatives paniquées des médias libéraux du monde entier (!) pour limiter les dégâts, et enfin à l'attentat bizarre de Butler, en

Pennsylvanie, qui a permis de prendre la photo de presse la plus emblématique des années 2020 à ce jour et a rendu Trump pratiquement incontournable au sein du Parti républicain. Si quelqu'un n'a toujours pas compris que la partie publique de la politique américaine n'est qu'un spectacle, on ne peut vraiment plus l'aider.



Après le « renoncement » bizarre de Biden à se représenter, annoncé par tweet, abandon qui poursuit sans interruption la série d'« événements » ci-dessus, l'opinion publique mondiale s'est déjà préparée à voir Kamala Harris lui succéder. C'était pratiquement inévitable, car elle présente tous les critères apparemment essentiels pour les progressistes. Avant tout, elle incarne en elle-même la coalition arc-en-ciel des multiples minorités qui veulent être « représentées » : elle est une femme, elle est fille d'une Tamoule et d'un Jamaïcain, elle est enfant de divorcés... De plus, elle est connue pour avoir peu de « convictions » et pour tourner son drapeau le plus souvent dans le sens du vent, ce qui fait d'elle une masse malléable entre les mains des principaux financiers du parti démocrate. Tout porte donc à croire que Harris sera la candidate démocrate à la présidence, mais nous ne le saurons avec certitude qu'après la convention du parti en août. Cela est dû en grande partie au fait que personne n'a apparemment pris la peine de préparer à temps un « plan B » en cas de défaillance de Biden.

Le départ de Biden doit donc être considéré comme une aubaine pour les démocrates et non comme une défaite ?

Eh bien, en quoi est-ce une « défaite » ? Biden s'apprête à fêter son 82e anniversaire ; il est le président en exercice le plus âgé de l'histoire des États-Unis. Il était prévisible qu'il soit absent à plus ou moins long terme, et de fait, de nombreux observateurs s'y attendaient déjà pour son premier – et désormais probablement unique – mandat. La vice-présidente Harris aurait alors pu prendre le relais en douceur et continuer à guider le navire de l'État sur la voie souhaitée ou, si nécessaire, l'y ramener. John

F. Kennedy et Lyndon B. Johnson sont des exemples historiques de ce genre de manœuvres.



Le fait que tous les médias établis, sans exception, se soient obstinés pendant si longtemps à nier l'évidente perturbation neurologique et mentale de Biden et à la présenter comme une fake news « de droite », pour ensuite se retourner à 180 degrés après le débat en question, alors que tout était définitivement perdu, et exiger le retrait immédiat du président en exercice de la campagne électorale – cela représente d'une part un nouveau point bas de ce qu'on appelle la couverture médiatique. D'autre part, il s'agit également d'un point culminant de la dissonance cognitive, car la dégradation mentale de Biden était déjà clairement visible avant sa première candidature à la présidence. Ceux qui ne l'ont constaté qu'après le débat avec Trump sont soit aveuglés par leur idéologie, soit tout simplement des menteurs.

Le moment de cette renonciation à la candidature est toutefois assez mal choisi pour les démocrates, qui s'étaient certainement déjà préparés à une convention peu excitante selon des directives préétablies. Il est désormais trop tard pour une véritable campagne présidentielle interne avec différents candidats ; une telle campagne a été délibérément étouffée par la direction du parti démocrate l'année dernière (c'est pourquoi Bobby Kennedy Jr. se présente aujourd'hui en tant que candidat sans parti). D'une manière ou d'une autre, le choix se serait porté sur Kamala Harris, notamment pour les raisons évoquées ci-dessus, mais le passage d'un « candidat potentiel » à l'autre

aurait pu être beaucoup moins mouvementé.

Donald Trump n'est que légèrement plus jeune, mais il semble être bien en selle (chez les républicains). Qu'est-ce que cela nous apprend sur les républicains ?

L'âge moyen des dirigeants politiques américains est depuis longtemps une source de plaisanteries malveillantes, mais justifiées. Pensez par exemple à la sénatrice Dianne Feinstein, décédée il y a bientôt un an à 90 ans alors qu'elle était en fonction (!), qui était complètement absente mentalement au moins pendant ses deux dernières années, mais qui n'en a pas moins « assumé » d'importantes fonctions en commission et a été défendue de manière agressive contre tout soupçon de démence par son amie de haut rang dans le parti, Nancy Pelosi – alors qu'au même moment, dans les locaux du Capitole, elle déclarait à des caméras de télévision qu'elle n'avait aucune idée de l'endroit où elle se trouvait et pourquoi. La politique professionnelle mène inévitablement à l'écueil de la sénilité, et les États-Unis, même dans cette tendance consternante, ne sont que l'exemple le plus flagrant d'un problème général dans l'Occident libéral.

En ce qui concerne l'âge de Donald Trump, il a commencé à s'intéresser à la politique nationale et internationale il y a maintenant 40 ans, et a fait preuve d'une remarquable flexibilité dans pratiquement tous ses points de vue, ainsi que dans ses inclinations partisans et son comportement en matière de dons. Le fait qu'il ait finalement penché en premier lieu vers les républicains et qu'il soit associé à ces derniers est probablement lié à leur orientation économique à l'époque de Ronald Reagan (et de son héritage). Il aurait pu obtenir – pour ne pas dire acquérir – une position politique importante bien plus tôt et plus jeune, sauf que jusqu'à la mi-2015, personne ne l'a vraiment pris au sérieux, et surtout pas l'establishment du Parti républicain qui, à l'origine, misait majoritairement sur son concurrent Ted Cruz. Et cela, on ne peut même pas le reprocher aux professionnels de la politique de l'époque : n'oubliez pas que, selon de nombreux rapports, même Trump et son équipe auraient été refroidis par la victoire aux élections présidentielles.



Donc pas de « plan », pas d'échec 4-D du côté de Trump, même cette fois-ci ?

J'en doute fortement. Si le premier mandat présidentiel de Trump a montré quelque chose, c'est bien qu'il n'y était pas préparé (voir par exemple ses incessants changements de personnel, qui n'ont révélé aucune stratégie réfléchie, mais semblaient plutôt dépendre de l'humeur du jour et des « conseils » de sa fille Ivanka et de son mari) et qu'il a pu être massivement entravé et parfois carrément saboté au niveau des fonctionnaires (ce qui remet en question la valeur d'un « plan » dans son ensemble).

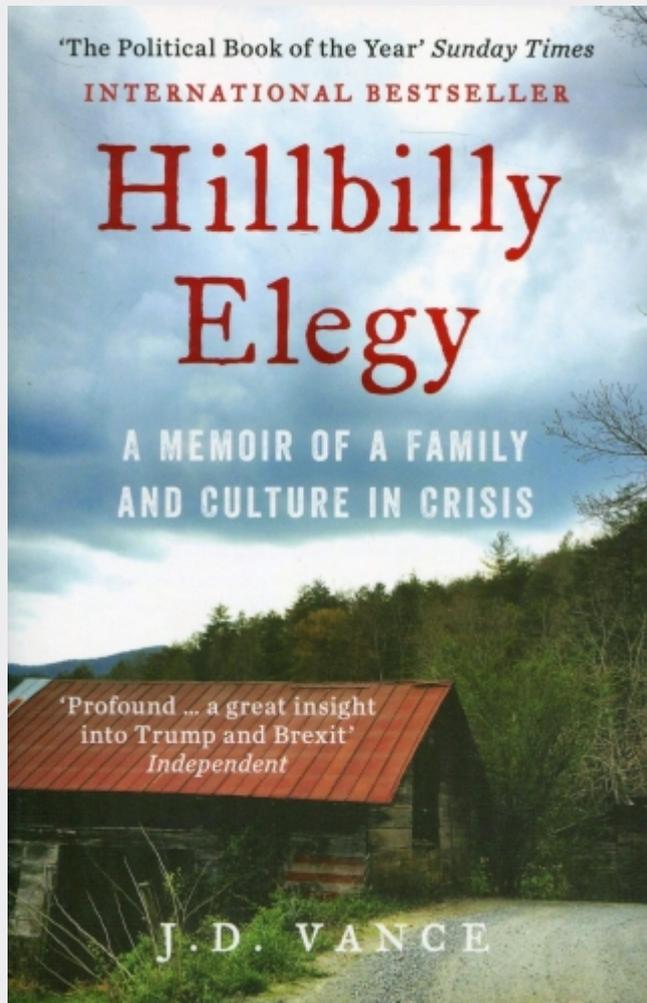
Je l'ai déjà mentionné dans plusieurs podcasts d'analyse de la situation, ainsi qu'ailleurs, et je ne peux que me répéter : la politique, au sens de décisions et de mesures réellement perceptibles, se fait aux États-Unis principalement au niveau des « managers » politiques – les membres du personnel, les lobbyistes, les membres des commissions, etc. Cet appareil, qui a pris des proportions monstrueuses au cours des 90 dernières années depuis le New Deal de Roosevelt, est précisément le blob ou, dans le jargon de Trump, le swamp contre lequel tant de gens se sont déjà dressés en vain.



L'ancien trotskiste et futur chef de file du Conservative Movement James Burnham l'a souligné très tôt (*The Managerial Revolution*, 1941) ; son épigone Samuel Francis a parfaitement transposé cette leçon au 21e siècle (*Leviathan and Its Enemies*, 2016). Et depuis, c'est le personnage exotique Curtis Yarvin, alias « Mencius Moldbug », qui a lancé le slogan minarchique « R.A.G.E. » pour « Retire all government employees ». Pour obtenir un véritable changement de cap, il ne suffit pas de changer le personnel de haut niveau, il faut s'attaquer au personnel intermédiaire – et jusqu'à présent, Donald Trump n'a pas donné l'impression d'en avoir la volonté ou la capacité.

J.D. Vance est l'un de ceux qui font l'objet de nouvelles mises en garde. Apporte-t-il un changement dans la dynamique que vous avez décrite ? Que représente celui que le magazine *Der Spiegel* a récemment qualifié de « prochaine génération MAGA » ?

Il est au moins capable d'« émouvoir aux larmes » les dirigeants politiques allemands sur le déclin depuis qu'Olaf Scholz a déclaré la semaine dernière qu'il avait lu son livre *Hillbilly Elegy* avec enthousiasme et qu'il continuait à penser qu'il valait la peine de le lire. Et que fait maintenant Ullstein, l'éditeur actuel de la traduction allemande du livre ? Il ne renouvelle pas le contrat de licence et ce livre épuisé ne sera plus proposé au lecteur allemand, qui vient seulement de commencer à s'intéresser à Vance ! La raison est littéralement que l'auteur était en règle tant qu'il se positionnait activement contre Trump en 2016/17 ; maintenant qu'il est aux côtés de Trump, il n'est plus en règle, bien que le contenu du best-seller n'ait évidemment pas changé d'un iota entre-temps. C'est exactement le comportement ridicule et puéril auquel on est malheureusement habitué de la part de ces maisons d'édition et de leurs responsables dont la sensibilité culturelle est limitée par de formidables œillères.

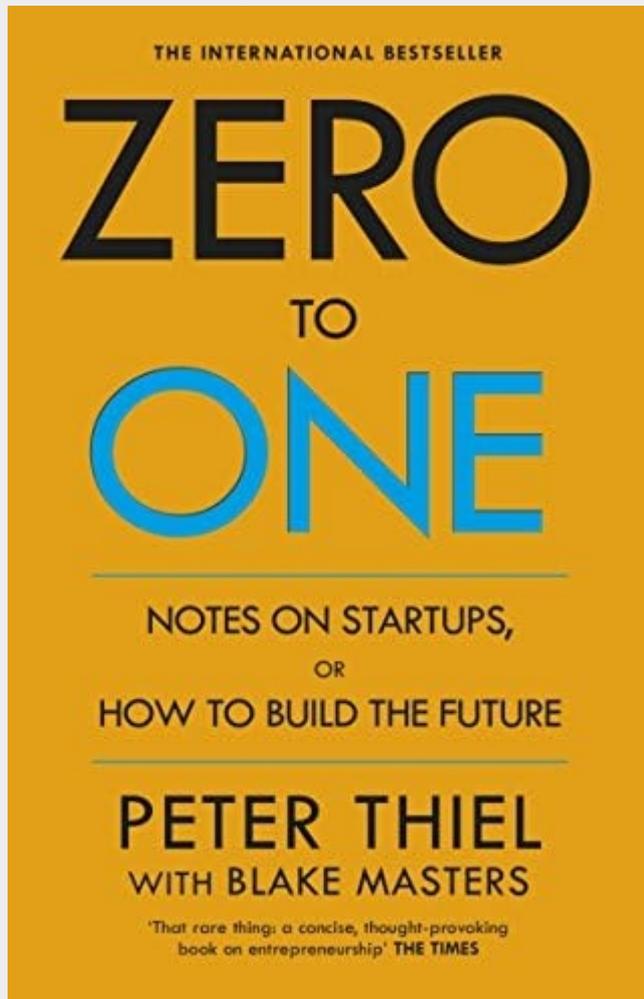


Mais avant que l'on ne suggère que la maison d'édition Jungeuropa reprenne à son compte le livre : Hillbilly Elegy n'est vraiment pas une révélation. Personnellement, j'ai trouvé le ton d'autodérision un peu insistant et, par moments, plutôt désagréable. Celui qui veut parler du pays et des gens de sa jeunesse peut et doit le faire sans rappeler constamment au lecteur qu'il – le narrateur – sait très bien que le lecteur va probablement se moquer de lui comme d'un plouc. Hillbilly Elegy n'aurait pas été un tel phénomène sans les armées de journalistes conformistes et formatés et autres têtes d'œuf qui ont voulu voir dans ce livre un psycho- et sociogramme de la Rust Belt et y déceler la raison profonde du succès populiste de Donald Trump. S'il avait été publié en 2014 plutôt qu'en 2016, personne ne l'aurait plus évoqué aujourd'hui. D'ailleurs, à ma connaissance, un éditeur de remplacement a déjà été trouvé pour l'édition en langue allemande.



Et Vance lui-même ? À l'origine, il est issu de la classe inférieure blanche et représente l'authenticité apparente qui y est liée, et doit sa réputation à son service militaire en tant que correspondant de guerre/sous-officier de presse dans l'infanterie de marine ; le plus grand atout qu'il peut faire valoir est son âge plutôt jeune pour la politique américaine, 40 ans à peine. Depuis quelque temps, il cultive délibérément cette image de « jeune sauvage » qui se présente pour bousculer un monde politique sclérosé, par exemple en portant une barbe complète. Ses électeurs semblent le remercier. Ils ne savent probablement même pas que Vance travaillait encore comme étudiant pour le site Internet de l'archi-néocon David Frum – l'inventeur du slogan de l'« axe du mal » – et qu'il a donc gagné ses premiers galons politiques précisément dans la fraction la plus décomposée de la droite américaine.





Mais le contexte indéniablement le plus important dont il faut toujours tenir compte chez Vance est son lien avec Peter Thiel. Depuis au moins 15 ans, Thiel finance, tantôt ouvertement, tantôt de manière cachée, d'innombrables politiciens, journalistes et activistes qui lui semblent intéressants en termes d'espoir et/ou de contenu – c'est devenu un mème à part entière, la question rhétorique étant souvent posée dans les podcasts et sur Xitter de savoir ce que deviennent les « Thiel bucks ». Mais J. D. Vance n'est pas simplement un protégé de Thiel parmi d'autres – il a été directeur général d'une société d'investissement du groupe Thiel pendant un peu moins d'un an et devrait donc avoir, pour reprendre les termes de Carl Schmitt, un « accès direct au détenteur du pouvoir ». Tout comme Blake Masters, le co-auteur du livre de Thiel Zero to One, qui a commencé à s'infiltrer dans le parti républicain exactement au même moment que Vance, fin 2016. Masters a toutefois un peu exagéré son image de « jeune sauvage », par exemple en recommandant publiquement Ted Kaczynski comme penseur subversif toujours digne d'être lu – c'est objectivement correct, mais cela ne passe pas très bien auprès de l'Américain moyen, ce qui explique pourquoi Masters n'a pas obtenu le soutien de cercles républicains importants lors des élections de mi-mandat de 2022.

Vous l'avez déjà dit : les Allemands de droite se demandent ce qu'il y a de si « mauvais » chez J. D. Vance. Où est le problème ? Ou la question est-elle insignifiante, car le vice-président ne joue généralement aucun rôle ?

La réponse à cette question est très simple : c'est la deuxième solution ! Mis à part le fait qu'il peut faire pencher la balance en cas d'égalité des voix au Sénat, le vice-président américain a une fonction purement représentative – tant que le président en exercice n'est pas défaillant ou ne démissionne pas.

Il reste néanmoins beaucoup à dire sur la question importante que représente la coterie autour de Thiel, notamment parce que tant de figures de droite, en Allemagne et en Europe, placent leurs espoirs non seulement dans des populistes prétendument nationaux comme Steve Bannon, mais aussi dans des protagonistes de la « mafia PayPal » autoproclamée, en particulier Elon Musk actuellement, qui est célébré avec insistance dans « nos cercles » – quoi que cela puisse signifier – comme une sorte de héros de la liberté.

J'ai expliqué beaucoup de choses à ce sujet dans mon livre sur la néoréaction. Je me contenterai donc ici d'un condensé : Peter Thiel est considéré par beaucoup comme ce que nous appellerions ici un conservateur culturel – il est en effet homosexuel. Ce n'est qu'une demi-blague : Thiel a fait sensation lors de la convention républicaine de 2016 en s'approchant du pupitre et en criant : « Je suis fier d'être gay. Je suis fier d'être républicain. Et surtout, je suis fier d'être américain ». Il a ainsi esquissé sa conception de « MAGA » et de « America first », et c'est sur ce point qu'il faut se positionner en tant que fan de Thiel ou de ses protégés. (Il convient toutefois de préciser que Thiel n'a trouvé son « conservatisme » qu'à partir du second mandat d'Obama, lorsque des controverses sur le rapport entre « liberté » et « démocratie » sont apparues parmi les libertariens américains de l'époque, dont il a fait partie pendant la plus longue période de son existence).

Peter Thiel n'a pas beaucoup de principes, mais il a beaucoup d'intérêts, ce qui est probablement essentiel pour un bon investisseur en capital-risque. Et si, après une marche de près de dix ans à travers les institutions républicaines, ses hommes de confiance peuvent désormais accéder à des postes élevés au sein de l'État, même s'ils ne sont pour l'instant que représentatifs, il saura certainement en profiter d'une manière ou d'une autre, ne serait-ce que pour conclure quelques accords en coulisses. Il est particulièrement intéressant de noter que dans la course à la présidence républicaine, il n'a cette fois-ci soutenu ouvertement aucun candidat, même si parmi eux se trouvait Vivek Ramaswamy, un homme de son entourage proche. Les investisseurs informatiques Marc Andreessen et Ben Horowitz, qui ont un passé commun avec Curtis Yarvin, mentionné plus haut, et qui étaient encore en 2016 de farouches opposants à Trump – tout comme J.D. Vance – semblent avoir pris sa place en tant qu'éminence grise des donateurs.



Pourquoi Thiel a-t-il pris ses distances vis-à-vis de l'extérieur ? La clé se trouve dans la phrase qu'il vient de citer lors du RNC 2016, car la plupart du temps, « nos » gens négligent ou omettent ce que Thiel a dit à l'époque avec la phrase suivante : « Je ne suis pas d'accord avec toutes les phrases de notre programme électoral, mais les batailles culturelles insensées ne font que nous distraire de nos problèmes économiques, et à part Donald Trump, personne n'aborde ce sujet dans cette campagne ».

Tout est là, ouvertement, il suffit de vouloir le voir. Ce qui importe à Thiel – et, je l'insinue effrontément, à ses agents de liaison au sein de l'appareil du GOP – c'est en fin de compte la liberté des bilans, des dérégulations et des voies commerciales. La liberté d'opinion, d'expression et d'association (cette dernière n'étant de toute façon plus qu'une expression creuse aux États-Unis depuis le Civil Rights Act de 1964) sont des accessoires sympathiques, mais ne doivent pas servir de distraction. Ces deux dernières années, les républicains ont surtout fait parler d'eux en tant que parti anti-« woke », en particulier les jeunes politiciens, et cela ne plaît pas à Peter Thiel. Les réformes peuvent être sympathiques, mais il n'y aura pas de « révolution culturelle de droite » avec lui. Il est étroitement lié au complexe militaro-industriel par le biais de plusieurs de ses entreprises, notamment Palantir (un sujet important et effrayant en soi), et il ne mordra pas la main qui lui remplit les poches. Cela vaut d'ailleurs tout autant pour Elon Musk.

Pourquoi êtes-vous si critique à l'égard de Thiel ? Après tout, il investit entre autres dans Rumble, une plate-forme vidéo qui fait la promotion de la liberté contre la censure et qui veut déclarer la guerre à YouTube.

Je ne critique pas Thiel lui-même. Je reconnais qu'il a des intérêts et qu'il les poursuit. Ce que je critique, c'est la tendance de la droite à rechercher désespérément des « amis » puissants (c'est-à-dire, avant tout, des amis à fort capital et à fort impact médiatique).

La fortune de Peter Thiel, qu'il investit ou du moins a longtemps investie dans des personnages et des projets médiatiques « subversifs », provient en grande partie d'entreprises leaders dans le domaine, par exemple, de la technologie de reconnaissance faciale et de l'analyse qualitative d'énormes quantités de données. Pour être encore plus clair : il profite de l'action actuelle de l'armée et des forces de l'ordre, en particulier dans le domaine de la surveillance en ligne, contre laquelle les droites s'opposent pourtant bec et ongles, car ce sont eux ou « nous » qui subissons actuellement les conséquences de ces « avancées » technologiques. En tant que PDG de Palantir, il a nommé un antifasciste déclaré en la personne d'Alex Karp !

Il existe un courant de la droite américaine qui cultive une vision fataliste de tout cela et qui dit en substance : « L'intelligence artificielle, la surveillance totale, l'utilisateur transparent, etc. arrivent de toute façon – nous devrions au moins soutenir ceux qui en profitent et qui nous sont le moins hostiles ». Dans ce pays, certains fans de Thiel et de Musk seront certainement d'accord avec cette affirmation et la qualifieront de « machiavélique », « néo-réactionnaire » ou autre. Mais c'est une mentalité d'esclave, et je refuse de me joindre à ce chœur.

Les intérêts de Peter Thiel ne sont pas mes intérêts. Les intérêts d'Elon Musk ne sont pas les miens non plus. Et lorsque l'homme de droite moyen aura mis de côté toutes les fumisteries du « techno-optimisme » et du « darwinisme social » et qu'il aura dépassé le stade de l'autodétermination et des slogans digne d'un album de poésie de l'école primaire, du type « Quand je serai grand, je veux devenir PDG », il se rendra compte que ses intérêts n'ont rien en commun avec ceux de ces milliardaires – qu'ils aient ou non des idées nébuleuses et totalement arbitraires sur la « liberté ».

Dans votre livre *Neoreaktion und dunkle Aufklärung*, vous écrivez sur l'idéologie de cette clique de la Silicon Valley, c'est-à-dire sur le monde de Musk et Thiel. Comment cela s'accorde-t-il ? D'un côté, ils sont libertaires, de l'autre, ils profitent de la réglementation en ligne de l'État. D'un côté « réactionnaires », de l'autre proches du transhumanisme avec leurs projets.

Irving Kristol, le doyen du néoconservatisme américain, a utilisé la citation populaire selon laquelle un conservateur est un libéral qui s'est fait piéger par la réalité. Dans ce sens, on pourrait dire qu'un « néo-réactionnaire » est un libertarien qui a compris que les gens ne sont bons à rien sans incitations extérieures ou venant d'en haut.

Ces personnes sont souvent issues du secteur informatique et connaissent donc la valeur de l'ordre (du moins dans leur travail ; l'apparence personnelle est parfois une autre histoire). Ils veulent des dérégulations – mais ont besoin d'institutions étatiques pour les protéger des criminels, etc. Ils veulent être indépendants de l'État – mais dépendent de l'État pour leur existence. Le meilleur exemple en est Elon Musk, dont le réseau d'entreprises est très déficitaire et qui serait pratiquement en faillite sans les subventions de l'État et les contrats avec le Pentagone.

Si je devais résumer la prétendue « néoréaction » en une phrase, ce serait celle-ci : les libéraux de droite s'engagent nécessairement dans des circuits qui offrent une pensée politique robuste afin de maintenir la cohésion d'un Occident libéral qui s'effrite jusqu'à ce qu'ils aient réussi à introduire le prochain changement de paradigme fondamental (au sens premier du terme, selon Kuhn). En fin de compte, il ne s'agit donc pas d'une véritable réaction, mais plutôt d'une sorte de progressisme au potentiel autoritaire, mais issu du monde économique, que les gens perçoivent malheureusement encore instinctivement comme plutôt conservateur.

C'est donc ce qu'Oswald Spengler appelait le « césarisme ». Peut-être est-ce aussi la seule option de ce que l'on appelle l'Occident ?

Le discours sur les « dernières options », les « dernières chances » et les « dernières générations » me répugne. Notamment parce qu'il est généralement le fait de personnes qui veulent soit vendre quelque chose, soit sauver leur peau (ou les deux). Si l'on veut réparer les effets dévastateurs de l'individualisme et de la mentalité de marché, ce n'est pas en en faisant plus que l'on y parviendra – c'est pourtant ce à quoi les projets libertaires et « néoréactionnaires » aboutissent en dernière instance. Le souhait d'un dépassement de la nation au profit de « micro-États » lâches, organisés comme des entreprises privées, fait encore partie des idées les plus douces.

Bien. Il ne reste donc plus qu'une dernière question. Du point de vue de la droite allemande, quel prochain président américain devrions-nous espérer ?

En bref (et pour me mettre tous les lecteurs à dos) : pour la droite allemande, il n'est pas du tout pertinent de savoir qui est ou sera le président des États-Unis, du point de vue de la politique réelle – attention, il ne s'agit pas d'une quelconque « série ». Tout aussi peu pertinent, d'ailleurs, que les tweets d'Elon Musk sur la manière dont les partis et les médias du système allemand traitent l'AfD ou COMPACT.

« Pour en revenir à la question de départ, il serait incontestablement plus divertissant que Donald Trump remporte les élections. Mais le caractère divertissant n'est pas un critère de la politique ».

Cher Nils Wegner, merci pour cet entretien !